

DÉCLARATION AU PEUPLE FRANÇAIS

Nous sommes un groupe de citoyens français et de divers États-membres de l'Union Européenne.

Nous faisons, comme d'autres, le constat que les traités européens, la loi française, le fonctionnement harmonieux de la démocratie ne sont plus respectés.

Nous constatons que, durant la mandature du Parlement européen qui se termine, la Commission Européenne n'a cessé d'étendre ses pouvoirs bien au-delà de ce que lui accordent les traités qui fondent l'UE. Mais ni le Parlement européen ni le gouvernement français ne s'en sont offusqués : au contraire, ils l'ont à plusieurs reprises encouragé.

Nous constatons que le gouvernement français n'a pas vraiment ni sincèrement l'intention, d'ici la fin du mandat présidentiel d'Emmanuel Macron, de revenir dans le déficit limite de 3% du PIB autorisé par le traité de Maastricht. Non seulement la France ne tient pas son engagement européen sur la dette mais nos gouvernements en tirent l'idée qu'ils peuvent continuer à s'endetter au détriment des futures générations de Français et des autres peuples européens.

Nous vivons dans un mode de gouvernement politique où « les promesses n'engagent que les électeurs qui y croient ». Ils sont d'ailleurs de plus en plus nombreux à se défier de leurs représentants.

Ce manque de sérieux choque notre conscience de citoyens responsables, décidés à assumer leur part d'effort pour affirmer la puissance de notre Nation, héritage de notre Histoire millé-

naire et bien commun à transmettre à nos enfants.

Nous ne voulons pas nous résigner à ce que perdure cette situation où les Français et les autres Européens sont entraînés à la catastrophe par des dirigeants qui n'écoutent plus rien.

Nous avons décidé d'agir en présentant une liste de citoyens aux élections européennes. Nous ne nous reconnaissons dans aucun des partis établis et abondamment médiatisés. Nous venons de tous les horizons professionnels et géographiques.

Plus globalement, nous sommes favorables à un modèle de société conforme à l'héritage français, dont le plan Rueff-Pinay de 1959 a exprimé l'essence : des finances publiques équilibrées, des efforts partagés dans toute la société, et un encouragement à l'expression des forces vives de la société sans intervention paternaliste de l'État. Nous ne pouvons accepter la dépréciation, en termes réels, de la valeur de la monnaie cause de l'inflation cachée, de l'effondrement du pouvoir d'achat de l'appauvrissement général, à l'opposé de l'objectif programmatique de prospérité et de développement harmonieux proclamé par les Traités.

Les élections européennes doivent être la première étape d'une révolution démocratique, d'un retour au respect de la loi et des traités internationaux, dans l'esprit des pères fondateurs de l'Europe, et d'une reconstruction de la République que nous a léguée le général De Gaulle.

Il y a urgence pour notre pays.

Les élections européennes de 2024 sont cruciales. Une fois de plus, les gouvernements et les instances de Bruxelles essaient d'escamoter le débat.

Il circule à Bruxelles, à Berlin, à Paris, des projets de fédéralisation de l'Union Européenne, qui empêcheraient notre gouvernement de disposer d'un droit de veto sur des décisions vitales pour notre pays. Par exemple, notre pays ne pourrait plus mettre de conditions à l'entrée de l'Ukraine dans l'Union Européenne et nos agriculteurs assisteraient impuissants à la mort programmée de leurs exploitations.

C'est pourquoi nous nous présentons aux élections européennes pour exiger qu'un débat de fond ait lieu sur des institutions de plus en plus intrusives, contraignantes, autoritaires, et qui ne correspondent plus du tout à ce que fut le consensus européen initial.

1. Nous souhaitons mettre fin à l'extension sans limites des domaines d'intervention de la commission, dans le strict respect des traités, c'est-à-dire en application du principe de subsidiarité : les instances européennes n'ont pas à s'occuper de questions que l'État, en France, peut mieux gérer.
2. Nous souhaitons que les effectifs des instances européennes soient diminués de 10% par an pendant cinq ans.
3. Nous voulons le respect des règles budgétaires par toutes les parties : d'un côté, l'utilisation du budget européen doit être contrôlée beaucoup plus systématiquement par le Parlement français, avec un droit de veto ; de l'autre, ce même parlement doit refuser des budgets qui ne reposent pas sur l'intention de revenir rapidement au respect du pacte de stabilité, tel que la France en a d'ailleurs validé le durcissement il y a quelques mois.
4. Aucune politique européenne n'est intangible : le gouvernement français doit renégocier les dispositifs européens qui ne correspondent plus à nos intérêts, à commencer par le marché de l'électricité ou les accords de Schengen
5. Pour nous l'indépendance de la diplomatie et de l'outil militaire français ne sont pas négociables. Nous refusons absolument la suppression envisagée du droit de veto au Conseil européen. Et nous ne voyons pas comment une « défense européenne » peut se mettre en place au sein de l'OTAN.
Il nous paraît crucial de rappeler que la France n'est pas seulement une puissance européenne. Par ses départements et territoires d'outre-mer elle est présente sur tous les océans. Il faut mettre fin à une ère où l'horizon de nos dirigeants s'arrête à l'Europe. Il faut retrouver le grand souffle vital qui a permis le rayonnement de la France dans le monde.



Rejoignez-nous dans notre combat
pour la révolution démocratique.

Votez pour la liste

NON ! PRENONS-NOUS EN MAINS
